



Conseil de sécurité

Distr. générale
21 octobre 2022
Français
Original : anglais

Lettre datée du 21 octobre 2022, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous tenons à exprimer nos plus vives préoccupations quant aux efforts déployés par certains États Membres pour donner des instructions au Secrétariat de l'ONU en violation de l'Article 100 de la Charte des Nations Unies, comme en témoignent la lettre que les représentants de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont adressée à l'Organisation le 21 octobre 2022 ([S/2022/781](#)), ainsi que les déclarations dans lesquelles certains fonctionnaires du Secrétariat ont indiqué vouloir suivre ces instructions.

Le 19 octobre, lors de consultations au Conseil de sécurité, la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} R. DiCarlo, s'est, à notre grand regret et à notre grande déception, ostensiblement rangée du côté de plusieurs délégations occidentales après que celles-ci lui ont demandé, en sa qualité de chef du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, de diligenter une « enquête » sur de présumés transferts de drones aériens depuis l'Iran vers la Fédération de Russie. Elle a indiqué que le Secrétariat était « prêt à entreprendre » une telle « enquête » à la demande de tout État Membre. Elle a également affirmé que le Secrétariat était habilité à enquêter puisque, selon elle, il était chargé de suivre l'application de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité.

Le 20 octobre, le porte-parole du Secrétaire général, M. S. Dujarric, répondant à une question sur les attributions du Secrétariat eu égard à la résolution [2231 \(2015\)](#), a déclaré que « l'action du Secrétaire général, l'action du Secrétariat, [...] se fonde sur la Charte et sur les instructions qui [leur] sont données [...] par les États Membres ».

Il s'agit là d'un manquement flagrant à la Charte, dont l'Article 100 dispose que « [d]ans l'accomplissement de leurs devoirs, le Secrétaire général et le personnel ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation ».

Je tiens à souligner que le Conseil de sécurité n'a jamais donné mandat au Secrétariat de l'ONU de diligenter une quelconque « enquête » au titre de la résolution [2231 \(2015\)](#). Les affirmations contraires de fonctionnaires du Secrétariat sont délibérément fausses. Dans la note du Président du Conseil de sécurité en date du 16 janvier 2016 ([S/2016/44](#)), intitulée « Tâches incombant au Conseil de sécurité au titre de sa résolution [2231 \(2015\)](#) », il est dit expressément, à l'alinéa a) du paragraphe 2, que c'est le Conseil de sécurité qui suit l'application de la résolution



[2231 \(2015\)](#). Les alinéas c) et d) du paragraphe 2 disposent qu'il appartient au Conseil (et non au Secrétariat) de répondre aux demandes d'information adressées par les États Membres au sujet de l'application de la résolution et de prendre les mesures voulues face à des informations faisant état d'actes incompatibles avec la résolution.

Le paragraphe 4 précise que, pour s'acquitter de ces fonctions, y compris celles liées aux demandes d'information émanant des États Membres, le Conseil de sécurité tient des réunions informelles au niveau des experts. On ne saurait être plus clair : toute information apportée par les États Membres doit être examinée par les membres du Conseil dans le cadre d'une réunion informelle. Nulle part il n'est fait mention d'un rôle quelconque du Secrétariat à cet égard.

Il convient également de noter que, aux termes du paragraphe 5 de la note susmentionnée, le Conseil de sécurité s'efforce de prendre les décisions liées aux fonctions visées dans la présente note par consensus et dans le cadre de la procédure d'approbation tacite, toute objection devant être formulée par écrit dans un délai de cinq jours ouvrables au moins, sans préjudice de la possibilité d'organiser un vote conformément à son règlement intérieur provisoire. Autrement dit : toute action liée aux fonctions visées au paragraphe 1 de la note suppose une décision du Conseil de sécurité. Aucune décision de ce type n'a été adoptée par le Conseil en ce qui concerne la demande formulée par l'Ukraine dans la lettre distribuée au Conseil le 18 octobre sous la cote [S/2022/771](#). De surcroît, à l'évidence, les membres du Conseil sont divisés sur le sujet.

Parallèlement, on trouve au paragraphe 6 de la note du Président une liste exhaustive des fonctions exercées par le Secrétariat aux fins de l'application de la résolution [2231 \(2015\)](#), à savoir :

- aider le facilitateur à organiser les réunions informelles du Conseil et à y allouer les ressources humaines nécessaires ;
- gérer toutes les communications reçues et envoyées et aider le facilitateur à correspondre avec les États Membres au nom du Conseil ;
- rédiger la correspondance, les notes d'exposé et les exposés du facilitateur ;
- tenir à jour et archiver l'ensemble des informations et des documents concernant les activités du Conseil relatives à l'application de ladite résolution ;
- assurer la gestion et la diffusion des informations accessibles au public sur les restrictions imposées par le Conseil, notamment par l'intermédiaire du site Web du Conseil et en menant des activités de sensibilisation.

L'alinéa f) du paragraphe 6 de la note décrit avec précision en quoi consiste l'appui administratif fourni par le Secrétariat aux fins de l'examen par le Conseil des recommandations de la Commission conjointe.

L'alinéa g) du paragraphe 6, qui dispose que le Secrétariat peut s'acquitter, à la demande du Conseil, de toute autre tâche propre à appuyer l'application de ladite résolution, est sans équivoque. Or, le Conseil n'a jamais formulé une telle demande.

À la lumière de ce qui précède, il apparaît clairement que le Secrétariat de l'ONU n'est habilité en rien à mener, ou à entreprendre sous quelque forme que ce soit, une quelconque « enquête » sur des allégations de présumés manquements à la résolution [2231 \(2015\)](#). S'il agissait ainsi à la demande de tel ou tel État Membre ou groupe d'États Membres, le Secrétariat viendrait non seulement enfreindre ouvertement une décision du Conseil de sécurité, dont résulte la note du Président [S/2016/44](#) en date du 16 janvier 2016, mais également la Charte elle-même.

Nous demandons aux membres du Conseil de sécurité de s'opposer aux efforts déployés par certaines délégations pour porter atteinte à l'intégrité de la Charte, lesquels mettent en péril l'autorité du Conseil et de l'ONU dans son ensemble, et à prier le Secrétariat de l'ONU de s'abstenir d'entreprendre, sous quelque forme que ce soit, une quelconque « enquête » sur des allégations de présumés manquements à la résolution [2231 \(2015\)](#).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Vassily **Nebenzia**
